



Hajo Funke

L'EXTREME DROITE : UN BILAN INTERMEDIAIRE

« Il faut prendre les gens aux tripes. Le national-socialisme a apporté aux gens des expériences intérieures qui seraient aujourd'hui à peine concevables. Le problème toujours plus urgent du droit d'asile pourrait fortifier une droite populiste... »
ARMIN MOHLER, 1987

« Le corps social, en Allemagne, est malade du problème du droit d'asile. »
BERND SEIDTE, MINISTRE-PRÉSIDENT CDU DE MECKLEMBOURG-POMÉRANIE

Ex-secrétaire d'Ernst Jünger, ami du porte-parole de la nouvelle droite française Alain de Benoist, biographe de la révolution conservatrice antidémocratique de Weimar et fasciste déclaré, Armin Mohler se plaignait en 1987 de l'inertie des conservateurs allemands et en particulier de leur incapacité à faire montre d'un nationalisme agressif. Mohler voyait dans le « *scrupule relativement à Hitler* » le « *péché mortel du conservatisme* » et dans la question du droit d'asile un thème qui pourrait fortifier « *une droite populiste* ». A l'époque, on n'avait guère pris garde à ses propos.

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

Mais, en 1994, après quatre années de violences xénophobes, nous savons combien Armin Mohler se montrait alors « clairvoyant ». L'immigration est le thème d'agitation le plus payant de la nouvelle droite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il permet de mobiliser les gens autour du projet d'un nationalisme racial, décidé à rejeter et à dénigrer tout élément étranger dans une entité populaire conçue comme homogène.

L'extrême droite nationaliste semble enfin réussir la percée que, discréditée par le nationalisme hitlérien, elle s'était vainement efforcée de réaliser depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce qu'il subsistait d'idées extrémistes avait dans une grande mesure été « intégré » par le parti conservateur (CDU-CSU), ainsi que, pour une part, par la FDP. Depuis quarante ans, l'extrême droite avait tout fait pour se rendre séduisante, mais c'est seulement à la fin des années quatre-vingt, et surtout depuis le bouleversement de 1989 et l'unification nationale, que son hostilité à l'immigration et ses fantasmes expansionnistes semblent trouver un écho plus profond dans la population.

Le problème principal qui s'est posé à elle jusqu'ici en Allemagne est celui de la défaite totale subie sur le plan politique, militaire et moral par le nationalisme sous Hitler ; elle a tout fait pour le contourner, l'effacer, le camoufler.

Les nationalistes extrémistes allemands – prisonniers de leur histoire, comme tous leurs semblables – se sont efforcés d'échapper à l'ombre de Hitler et de l'extermination des Juifs, et n'en sont restés que plus profondément englués dans cet arrière-plan. Franz Schönhuber, chef des « Républicains » alliés à Le Pen, a cherché alternativement à relativiser, à banaliser ou à nier l'horreur de l'holocauste. De même Armin Mohler. C'est ainsi que Schönhuber demanda si, au lieu de 6 millions, ce n'étaient pas plutôt 600 000 ou 300 000 Juifs qui avaient été tués. Armin Mohler, dans son livre récemment réédité *Der Nasenring*, s'appuie sur le « rapport Leuchter » pour contester les exécutions massives de Juifs et d'autres dans les chambres à gaz d'Auschwitz. Une telle négation conduit les extrémistes à adopter, pour se défendre sur ce terrain, une attitude d'agression. Les Juifs doivent être dépossédés de ce qui leur est resté de plus important : la mémoire. On voit ainsi surgir et se perpétuer dans la droite un antisémitisme particulier, un anti-

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

sémitisme d'après-guerre alimenté par le refus d'assumer ses fautes et ses responsabilités. Mais l'on n'est jamais aussi agressif que lorsqu'on cherche à nier quelque chose. Voilà la spécificité allemande : tandis que Le Pen porte l'héritage de la torture en Algérie, l'extrême droite allemande, depuis Mohler jusqu'à Schönhuber, reste marquée par l'extermination des Juifs – c'est ce qui fait leur différence.

Le passé national-socialiste est aujourd'hui encore trop vivace pour que les extrémistes puissent en rejeter l'ombre. Plus ils essayent de s'en débarrasser, plus elle s'étend. La droite ne parvient pas à échapper à cette « *captivité babylonienne* » (Schönhuber). Il lui faut encore, pour être fréquentable, gommer ses affinités avec le fonds intellectuel du national-socialisme – qu'elle ne peut pourtant s'empêcher, comme sous l'effet d'une compulsion de répétition, de trahir à chaque fois qu'elle s'en prend à des représentants juifs comme naguère Heinz Galinski et aujourd'hui Ignatz Bubis.

Les habits neufs de la droite

Pour se débarrasser de l'ombre de Hitler, des intellectuels comme Armin Mohler recommandent à la nouvelle droite allemande de prendre exemple sur Alain de Benoist et, plutôt que de miser sur un parti spécifique d'extrême droite, de diffuser leurs idées avec souplesse dans le système politico-culturel en se référant aux représentants des Contre-Lumières et de la révolution conservatrice comme Carl Schmitt, Ernst Jünger ou Möller van den Bruck. Une stratégie qu'Armin Mohler a lui-même suggérée à son disciple Alain de Benoist, et qu'il réimporte à présent en Allemagne sous le travestissement d'un produit « nouveau » venu de France.

Que la droite antidémocratique issue de la révolution conservatrice de Weimar ait frayé la voie à Hitler en s'associant ouvertement ou discrètement avec lui, cela n'inquiète ni Mohler ni de Benoist.

Avant tout, on travestit, ou disons, on modernise le racisme des années trente. La nouvelle droite parle aujourd'hui avec une sensibilité affectée de l'intangibilité des cultures. On proteste avec un pathos démonstratif contre l'impérialisme des grandes puissances, et l'on en vient à parler d'un « nationalisme réciproque » : l'Allemagne aux Allemands, la Turquie aux Turcs. C'est là cet

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

« *ethnopluralisme* » d'Alain de Benoist, que Patrick Moreau a pu qualifier de « *raciste* ».

Ainsi doublement travesti, Alain de Benoist peut se prêter à une interview avec son maître à penser Armin Mohler, dans laquelle il se présente au public allemand comme un antiraciste débarrassé de tout extrémisme de droite ; c'est ce qu'il a fait au printemps de 1993 dans la revue peu influente, mais résolument « conservatrice-révolutionnaire » publiée par un groupe d'étudiants de droite sous le titre *Junge Freiheit* (Jeune Liberté).

On voit transparaître, jusque dans la grossièreté et la simplicité de ces artifices, les efforts désespérés de la nouvelle droite pour se montrer fréquentable, afin de prendre de l'influence sur ces conservateurs dont l'« *inertie* » après guerre l'a tant déçue et de s'imposer sur deux terrains : celui d'un nationalisme agressif vers l'extérieur, et celui d'un nationalisme xénophobe de défense vers l'intérieur.

La nouvelle droite allemande à la fin de la période d'après-guerre vise en tout cas à assurer à une Allemagne lavée de son histoire le rôle d'une grande puissance expansionniste au centre de l'Europe, à placer la nation européenne sous la tutelle de l'Allemagne, à fonder un Etat autoritaire et puissant à l'intérieur comme à l'extérieur. Il s'agit pour les uns de rejeter l'Europe supranationale d'après-guerre, comme le font l'extrême droite française, remise en selle à la suite d'un scrutin européen, et plus encore les néo-fascistes qui participent aujourd'hui au gouvernement italien ; pour les autres, il s'agit de garantir le rôle central de l'Allemagne, à qui sa position géographique permet de rayonner sur le plan militaire et politique, mais surtout économique et culturel, en direction de l'Est ; vers Königsberg, la Baltique. Axe oriental.

Mais c'est sur le terrain de la politique intérieure qu'elle a voulu se fortifier, avec le thème du *droit d'asile* ; par là, la droite s'appuie sur la tradition du « peuple racial », telle qu'elle a été développée par un conservatisme frileux à une époque de grands courants migratoires.

Violences dans la chaleur de l'été - Hoyerswerda, Solingen, Buchenwald

Depuis toujours, et surtout depuis le début des années quatre-vingt, il existe parmi les conservateurs allemands des

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

tendances nationalistes et raciales, qui rencontrent un écho dans les attitudes xénophobes et antisémites de certaines couches de la population, notamment chez les personnes âgées et chez les adolescents. Le culte du « peuple racial » hérité du XIX^e siècle n'a jamais été réellement digéré, pas même après la Seconde Guerre mondiale.

Lorsque après l'effondrement de l'Union soviétique et l'unification de l'Allemagne la pression migratoire s'intensifia et qu'on s'aperçut en même temps que le parti conservateur ne pourrait tenir sa double promesse de liberté et de prospérité, la déception et le mécontentement s'étendirent ; le problème du droit d'asile fournit alors un thème idéal pour masquer l'absence de toute politique d'unification sociale et économique. La crise ouverte de la politique d'unification et l'afflux de réfugiés créèrent les conditions d'un débat public d'une virulence sans précédent.

Dix ans plus tôt, le ministre de l'Intérieur nationaliste Zimmermann (CSU) s'était déjà érigé en défenseur de la pureté raciale du peuple allemand contre la menace étrangère, et des politiciens comme le conseiller berlinois Lummer ou le ministre de l'Intérieur du Bade-Wurtemberg, l'actuel président de la République Roman Herzog, avaient fait de l'immigration un thème d'agitation.

L'Allemagne accueillait alors 40 000 à 60 000 réfugiés par an, 100 000 les années exceptionnelles. Le parti d'opposition avait accepté des compromis, qui contribuèrent à décourager les demandeurs d'asile. Au début des années quatre-vingt-dix, ce sont des centaines de milliers de personnes – expressément invitées – qui sont venues en Allemagne à partir de l'ex-bloc de l'Est, pour la plupart d'anciens « Allemands de l'étranger » ; en même temps, les Allemands ont vu arriver environ 350 000 réfugiés chassés par la guerre civile en ex-Yougoslavie et quelque 100 000 demandeurs d'asile – non invités –, parmi lesquels une minorité de réfugiés économiques, et une majorité de personnes physiquement menacées dans leur pays. Tous ces gens pouvaient, d'après le droit alors en vigueur, prétendre être traités avec justice. Mais pour en limiter l'afflux, on introduisit une série de mesures et de lois restrictives, négociées entre le parti au gouvernement et l'opposition.

En septembre 1991, le secrétaire général de la CDU de l'époque, l'actuel ministre de la Défense Volker Rühe, rejeta d'un

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

coup toutes les politiques de compromis et de négociation et déclencha une campagne d'agitation qui n'a provisoirement pris fin que deux ans plus tard, avec la résolution du Parlement vidant le droit d'asile de sa substance.

Volker Rühe dénonçait tous les demandeurs d'asile en bloc comme des resquilleurs cherchant à profiter des avancées sociales de l'Etat allemand – et stigmatisait l'intransigeance de la SPD sur ce point. Il contribua ainsi à ce que le thème du droit d'asile – qui n'était auparavant qu'un sujet parmi d'autres – devienne en peu de mois le thème central du débat public en Allemagne, et à faire du groupe social le plus faible – celui des demandeurs d'asile – la cible de toutes les agressions.

Volker Rühe, ce faisant, n'a pas seulement provoqué la protestation furieuse du Président alors en exercice, Richard von Weizsäcker, il a aussi légitimé *de facto* les agressions commises en nombre croissant, déjà en cette année 1991, contre les réfugiés et les étrangers en général.

Ce n'est pas un hasard si, au moment même où le secrétaire général de la CDU se livrait à ces attaques, les violences xénophobes atteignaient leur point culminant avec le siège de plusieurs jours contre deux foyers d'immigrés dans la ville saxonne de Hoyerswerda.

Au lieu de s'attaquer à la profonde crise sociale, à l'absence de perspectives d'emploi et d'existence à Hoyerswerda comme ailleurs en Allemagne, on chercha un bouc émissaire dans la personne de l'étranger. Après plusieurs jours de siège, cette première « kermesse xénophobe » ouvrit une brèche dans l'Etat de droit. Le déplacement des étrangers et des demandeurs d'asile fut fêté comme une victoire par les groupes de jeunes et salué par les applaudissements des habitants. Les événements de Hoyerswerda déclenchèrent à l'est comme à l'ouest de la République fédérale une vague de violences.

Dans la seule année 1991, l'est de l'Allemagne a connu 91 incendies criminels et 77 cas d'agression raciste avec coups et blessures – et plusieurs assassinats.

On sait que cette vague de violences s'est reproduite, intensifiée et radicalisée au cours des deux étés suivants, en écho chaque fois aux débats publics sur le droit d'asile. On assistait là

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

au triomphe des groupes d'activistes d'extrême droite, mais aussi de la nouvelle droite, qui voyait se réaliser son idéal d'une nation sans immigration et sans diversité culturelle.

Si le recul de l'Etat de droit en 1991 avait semblé se produire de façon imprévue, c'est de façon parfaitement délibérée que certains membres de l'autorité civile et policière ont laissé libre cours aux déchaînements de Rostock-Lichtenhagen au mois d'août 1992. Des jeunes, mais aussi des responsables politiques régionaux, ont, dans un acte de délire paranoïaque, présenté quelques centaines de Roms et de Sinti effrayés comme un péril mortel pour l'Allemagne. On fit d'eux des resquilleurs sociaux et des obsédés sexuels, alors que les petites gens de Rostock-Lichtenhagen n'attaquaient en eux que la projection de leurs propres désirs, de leurs propres fantasmes.

Au quatrième soir des émeutes, alors que les forces de police s'étaient retirées et que plus d'un avait publiquement exprimé sa compréhension pour la réaction des citoyens, plus d'un millier de personnes se préparaient au pogrom aux cris de « *On vous aura tous* » ; il ne s'agissait plus alors de Sinti et de Roms, qui avaient déjà été déplacés, mais des travailleurs contractuels vietnamiens largement acceptés par la population. On incendia pourtant leur foyer, sans que la police se décide à ouvrir la voie aux camions de pompiers – le hasard seul les a fait échapper à la mort.

La foule se considérait comme l'avant-garde d'une prétendue colère populaire, et croyait traduire en actes ce que les représentants du peuple semblaient réclamer. Elle se sentit encore encouragée dans cette voie, quand, le même week-end, la SPD, cédant aux pressions de l'opinion, abandonna définitivement ses réserves à l'égard du projet de liquidation du droit d'asile.

C'était, aux yeux des amateurs de pogroms, leur succès, le succès de la rue.

On sait que les foyers de réfugiés et les étrangers subirent, durant les semaines et les mois qui suivirent, une vague d'agressions qui éclipsèrent largement les incidents de 1991. Les extrémistes de droite, particulièrement les jeunes activistes, avaient « appris » non seulement qu'ils jouissaient d'une large impunité, mais qu'ils mettaient aussi en pratique ce dont les élus ne faisaient que discourir. Une atmosphère à laquelle succomba même le chancelier Helmut Kohl quand, dans un acte d'irresponsabilité politique, il évoqua la

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

nécessité d'instaurer un état d'urgence pour endiguer le « flot » migratoire.

On enregistra, jusqu'au mois de novembre 1992, plus de 1 600 actes de violence, dont plus de 500 incendies et attentats aux explosifs, responsables d'environ 800 blessés et 11 morts. D'après un sondage effectué en octobre 1992, deux ans après l'unification nationale, 35 % des Allemands avait de la compréhension pour « *la réaction d'extrême droite au problème des étrangers* », donc aussi pour les actions militantes, tandis que 9 % assisterait passivement à des attaques contre des étrangers, et 1 % y prendrait part.

Pour l'ensemble de l'année 1992, les autorités judiciaires enregistrèrent plus de 6 000 délits racistes, dont plus de 2 500 actes de violence (le chiffre était en 1991 d'à peine 2 500, et il allait être en 1993, comme l'année précédente, de plus de 6 000 délits racistes).

Weizsäcker contre Kohl

C'est seulement quand, en novembre 1992, plusieurs femmes turques périrent à Mölln dans un incendie allumé par des activistes d'extrême droite qu'on vit « *un peuple en état de choc* » (*Der Spiegel*). Cette réaction se traduit par les manifestations qu'on sait, où les participants formèrent de grandes chaînes lumineuses. Le président de la République, Richard von Weizsäcker, avait auparavant appelé à une manifestation de masse à Berlin – au grand déplaisir de Helmut Kohl, qui disait en privé que les bons citoyens préféreraient rester chez eux ce jour-là, plutôt que d'aller manifester ; la CSU, quant à elle, fit entendre la protestation unanime de la droite. Si la condamnation des violences avait semblé remettre en place les indispensables garde-fous, la classe politique dirigeante resta partagée entre la majorité gouvernementale et la protestation de l'opinion, entre Kohl et Weizsäcker : les manifestations restèrent sans effet politique.

C'est à la fin du mois de mai 1993, la semaine où le Parlement vida définitivement le droit d'asile de sa substance, que se produisit l'incident le plus grave de cette série d'attentats racistes : la mort de cinq femmes turques à Solingen, dans un incendie criminel. En dépit des mises en garde réitérées et des demandes de protection

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

des familles turques angoissées, la police et les instances publiques de Solingen n'avaient, une fois de plus, pas su faire face à la situation. S'il n'y eut pas plus de morts, c'est grâce aux personnes du voisinage qui, contre l'avis des pompiers, avaient dressé des échelles pour sauver ce qui pouvait encore l'être. D'une autre manière qu'après les incidents de Mölln, le milieu activiste d'extrême droite avait à nouveau « appris la leçon », il s'était radicalisé et avait frappé plus brutalement qu'auparavant. Dans le mois suivant, on compta plus de mille agressions sur le modèle de Solingen. C'est alors seulement que le chancelier se vit obligé d'annoncer les mesures légales depuis longtemps nécessaires en vue de reconnaître le statut de concitoyenneté de la minorité turque. Mais cette annonce resta sans suite.

Les prises de position publiques, les mentalités racistes, une bureaucratie largement irresponsable et une police incompétente avaient conspiré pour laisser libre cours à la violence.

C'est seulement au cours des mois suivants que des mesures policières et légales furent – d'une manière extrêmement différenciée selon les *Länder* – mises en place à l'encontre du milieu activiste, depuis longtemps organisé, de l'extrême droite.

Le thème du droit d'asile a depuis trois ans détourné l'attention des coûts sociaux et psychiques de l'unification, et ce non pas seulement en Allemagne de l'Est. Au lieu de s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux, on a stigmatisé publiquement les éléments les plus faibles de la société comme un danger mortel pour celle-ci. On a confondu la cause et l'effet. C'est un cas classique de chasse au bouc émissaire. La première responsabilité en incombe au parti conservateur, qui a attisé le débat sur le droit d'asile.

Résumé de quatre années de violence d'extrême droite : froideur et brutalité bureaucratique

Les informations en ce 10 août 1994 : quatre activistes d'extrême droite agressent, à Velton près de Berlin, un cycliste de vingt-huit ans. Incendie dans un local associatif turc à S... Des jeunes s'en prennent à un groupe de touristes bavarois, auquel appartenait un Turc. A G..., on a arrêté des individus qui braillaient « *Heil Hitler !* » Les attendus du jugement rendu contre le négationniste Deckert le

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

dépeignent comme un honnête père de famille et un homme de caractère. L'ecclésiastique Stoffels est poursuivi pour s'être occupé humainement de réfugiés. De telles informations s'entendent chaque jour en cet été 1994.

Après quatre années de violences xénophobes, la République n'est plus la même. Elle est devenue plus froide. Le *climat* vis-à-vis des étrangers est plus agressif ; de même que la bureaucratie, dans sa pratique quotidienne, est devenue moins humaine à l'égard des demandeurs d'asile, rappelant les heures les plus sombres de l'histoire allemande. C'est ce que même une instance conservatrice comme l'Eglise catholique a fait valoir contre la CDU, lorsqu'elle s'opposa courageusement au ministère fédéral de l'Intérieur et défendit, pour des principes humanitaires, le droit d'asile des sanctuaires.

Le nombre des actes de violence avec mort d'homme semble certes diminuer, ainsi que les délits racistes et le soutien ouvert de certaines catégories de la population. Mais il existe encore un milieu prêt à l'action violente, un milieu essentiellement constitué de garçons adolescents qui – échappant en grande partie à la surveillance négligente de la police – organisent froidement et de la manière la plus brutale des chasses à l'homme comme à Magdebourg, des incendies comme celui de la synagogue de Lübeck et des profanations de monuments comme à Buchenwald. Sans rencontrer d'obstacles suffisants de la part des organes de contrôle étatiques.

Il faut prendre garde à l'existence d'un *réseau terroriste d'extrême droite*, peu important mais extrêmement dangereux, qui, avec la vague de violence des quatre dernières années, poursuit un programme ouvertement néo-nazi et caresse des rêves de « Quatrième Reich ».

Il faut en outre constater qu'après les « succès instructifs » des dernières années – le recul des instances publiques et de l'Etat de droit – la violence et la xénophobie ont gagné du terrain dans *certains secteurs de l'appareil d'Etat*, surtout dans la police, mais aussi dans la justice.

Réalités berlinoises

Les abus racistes de la police à l'encontre de Vietnamiens ou de demandeurs d'asile se multiplient à Bernau, à Magdebourg et

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

avant tout à Berlin. Le refoulement brutal, en violation manifeste de la Loi fondamentale, de personnes physiquement menacées, déshumanise la vie publique, et au premier chef la police, et provoque une épidémie de suicides parmi les étrangers en attente d'expulsion. Cette politique arbitraire porte atteinte aux principes nationaux et internationaux destinés à protéger les personnes réfugiées et persécutées. Rien d'étonnant à ce qu'une telle pratique discriminatoire reçoive le soutien du gardien suprême de la sécurité et de la Constitution, l'actuel conseiller berlinois Dieter Heckelmann, dont les discours défendent ouvertement la pureté raciale du peuple allemand. Même la possibilité pour la minorité turque d'être scolarisée dans sa langue maternelle contribue, aux yeux de cet homme politique, à « *générer un corps étranger* » dans l'organisme allemand, selon une formule tout droit sortie du lexique de l'inhumain.

Le cas Ernst Nolte

La *nouvelle droite intellectuelle* s'est servie du thème de l'asile et, portée par le mouvement de l'effondrement de l'Union soviétique et par l'unification de l'Allemagne, elle plaide contre l'ancrage à l'Ouest, pour une nouvelle grandeur nationale, contre tout ce qui touche à la démocratie libérale, au multiculturalisme, au féminisme, au mouvement étudiant. Elle cherche à se forger un arsenal d'idées journalistiques dans les colonnes de la revue *Junge Freiheit*, dans les publications des éditions Ullstein, passées à la droite nationaliste, mais aussi dans les pamphlets – inconcevables il y a quelques années – publiés par des auteurs qui se considéraient naguère comme progressistes, tel Botho Strauss, dans l'hebdomadaire réputé libéral *Der Spiegel*. Mais si Alain de Benoist en France ou son ami le néo-fasciste Gianfranco Fini en Italie semblent pour l'instant réussir dans cette voie, cette opération de camouflage copiée sur la France ne rencontre pas jusqu'à présent un grand succès en Allemagne. Le passé nazi est encore trop proche, le tabou projette encore son ombre : c'est la « *captivité babylonienne* », à laquelle Schönhuber ne parvient pas à échapper.

Celui qui, à l'instar du professeur d'histoire berlinois Ernst Nolte, cherche à justifier partiellement le national-socialisme, trahira

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

tôt ou tard tout ce qu'un tel projet suppose de froideur d'esprit, de rage rentrée. Pendant plus de trente ans, cet historien de réputation internationale, spécialiste du *Fascisme dans son époque* (1), avait passé pour un des grands de sa corporation, quelles qu'eussent été par ailleurs ses options conservatrices : jusqu'à ce qu'un entretien télévisé fasse découvrir au public et à un journal aussi bien intentionné à son égard que la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* la froideur « *inconcevable* » du regard porté par le professeur d'histoire. Il ne parlait plus seulement de la part de responsabilité des Juifs dans leur propre extermination, comme il l'avait déjà fait devant l'historien israélien et survivant de l'holocauste Saul Friedländer durant la querelle des historiens au milieu des années quatre-vingt, il maniait maintenant les chiffres pour supputer jusqu'où les SS auraient légitimement pu aller dans leurs « *mesures de représailles* », sous les conditions historiques données... Une telle « justification » du nazisme recouvre une formidable agression, elle atteste le refus glacial, viscéral, de toute compassion et entraîne, comme dans le cas d'Ernst Nolte, un antisémitisme fondé sur la volonté de nier le passé et de rejeter les responsabilités. C'est de cette rage froide et explosive que se nourrit le mouvement des « Républicains » d'extrême droite, tout comme le milieu des terroristes de droite, qui n'ont pas repris par hasard l'insigne nazi.

Le résumé de quatre années d'extrémisme de droite dans la nouvelle Allemagne est *paradoxal* : c'est justement parce que l'extrême droite cherche à se débarrasser de l'ombre du nazisme qu'elle y reste engluée et qu'elle est dangereuse – mais pas particulièrement attrayante. Plus d'un tiers de la population, sous l'effet de campagnes irresponsables, se dit certes accessible à des sentiments d'hostilité envers les étrangers, mais seule une infime minorité, entre 1 et 5 %, est prête à adopter les idées de l'extrême droite, à voter pour ses partis, voire à participer à ses actions racistes.

La nouvelle droite, quant à elle, n'est pas encore arrivée à se libérer vraiment du passé national-socialiste. Malgré tous ses efforts, elle n'est pas parvenue à trouver un meneur populiste, comme les Autrichiens l'ont fait en la personne de Jörg Haider.

Les deux mouvances n'induisent cependant pas les mêmes effets capillaires dans le système politico-culturel, ni sur le thème du

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

droit d'asile ni sur la place que la nouvelle Allemagne unifiée doit tenir dans le monde. La nouvelle droite se donne maintenant pour cible ces conservateurs frileux et autoritaires qui, privés de leur ancien adversaire socialo-communiste, voient dans l'appel à l'homogénéité et à la pureté raciale du peuple allemand un nouvel objet de culte national.

Il faut prêter attention au fait que des conservateurs éclairés comme Richard von Weizsäcker, Rita Süßmuth ou Heiner Geissler ont mis en garde, ces derniers mois, contre la résurgence dans leur propre parti et plus particulièrement dans la CSU, d'un fonds d'idées nationalistes fondé sur le culte du peuple racial, et même du thème de la révolution conservatrice.

De tels avertissements visent aussi le « dauphin » de Kohl, Wolfgang Schäuble, qui défend certes l'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest, mais parle dans les nouveaux *Länder* de l'« *Allemagne centrale* », adoptant ainsi le ton de la nouvelle droite ; il met également en garde contre l'« *invasion étrangère* » et plaide pour un Etat autoritaire et puissant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, comme barrage à l'Etat social.

Ce danger d'un nationalisme autoritaire répond à une profonde crise sociale, à l'immobilisme de la classe politique dominante, à l'absence de projet pour combattre la désintégration sociale, à la faillite morale de l'Europe dans la crise yougoslave.

Le mythe national, la volonté d'affirmation nationale pourraient bien devenir la norme politique de demain et, agrémentés des apports idéologiques de la nouvelle droite, exercer la même séduction que les nouvelles formations politiques de droite. Cela n'est pas invraisemblable, face aux risques globaux qui se profilent, et sur lesquels les stratégies et les projets de réforme politiques restent muets : la destruction écologique, la pression accrue de la modernisation, les tendances à la désintégration dans les sociétés mutilées de l'Ouest et de l'Est, le vide résultant de la disparition de tout modèle de réforme sociale, la perte de prestige des partis politiques. Autant de phénomènes de crise relativement auxquels l'impératif national peut devenir une surface de projection de toutes les angoisses sociales, de tous les sentiments de menace et de dépossession ; le nationalisme agressif comme solution illusoire, dont on a d'autant plus besoin qu'elle est plus impuissante à résoudre les véritables problèmes. Le nationalisme comme drogue.

ALLEMAGNE, AN IV

L'extrême droite :
un bilan
intermédiaire

L'intégration des alternatives d'extrême droite dans le système politique institutionnel a été payée au prix fort. Mais, « à cause d'Hitler », l'extrême droite reste quand même un phénomène marginal – sur le plan électoral, mais aussi au sein du parti conservateur, pourtant plus réceptif à ses idées. Cela grâce à des conservateurs éclairés comme Heiner Geissler, aux forces sociales-chrétiennes présentes surtout en Rhénanie et à ces entrepreneurs qui savent ce que signifie le « prestige international ».

C'est donc, malgré tout, cette coalition de fait de chefs d'entreprise de haut niveau, de conservateurs éclairés, de libéraux, d'intellectuels de gauche, de sociaux-démocrates, de Verts, de syndicalistes et d'hommes d'Eglise, qui serait en mesure d'amener la majorité sociale à s'opposer à la pente destructive sur laquelle glisse la nation allemande.

C'est de ces forces et de leur coopération qu'il dépend de donner une expression politique au choix majoritaire de la société contre les tendances marginales d'extrême droite et contre la tentation de l'égoïsme national, en faveur d'une plus grande attention aux droits humains et civiques des minorités présentes en Allemagne ; de susciter un climat dans lequel la protection des plus faibles est tout naturellement la préoccupation centrale des instances publiques et de la police ; de mettre en œuvre une réforme capable d'interrompre, voire de renverser les processus de désintégration sociale. Et de développer une politique européenne de coopération et de réconciliation – comme c'est actuellement le cas entre la Pologne et l'Allemagne –, une politique de pondération des intérêts réciproques et de collaboration responsable dans le cadre des organisations internationales, afin de faire obstacle à la guerre et aux nationalismes destructeurs.

Hajo Funke

Traduit de l'allemand par Pierre Rusch

1. Titre d'un ouvrage de Nolte, dont la traduction française est parue en 1970 chez Julliard. (N.d.T.)